

« On a trop longtemps pensé l'Europe hors sol et hors contexte »

Pour le géographe et diplomate français Michel Foucher, le « retour des frontières » en Europe, c'est le retour d'un « refoulé » : la nécessité d'avoir une conception géopolitique de la construction européenne.

Michel Foucher

Michel Foucher est né en 1946. Il est géographe, géopoliticien et diplomate français (ex-ambassadeur de France en Lettonie, notamment), professeur des universités depuis 1989, en poste à l'École normale supérieure de Paris et à l'ENA. Dans sa bibliographie, épinglons « Fronts et Frontières, un tour du monde géopolitique » (Fayard, 1991), « L'Obsession des frontières » (Perrin, 2007) ou « Le retour des frontières » (CNRS Éditions, 2016).

Frontière(s). Le mot est à peu près aussi ancien que la civilisation mais, en ce moment, il connaît un regain de popularité dans une Europe qui croyait pourtant l'avoir relégué dans les manuels d'histoire. Du coup, l'antienne de l'« Europe sans frontières », qui a bercé toute une génération, en prend un coup... Mais a-t-elle jamais eu le moindre fondement ? Nous avons posé la question à un spécialiste du sujet, le géographe, diplomate et essayiste français Michel Foucher, auteur de *Le retour des frontières* (CNRS Éditions, 2016).

L'Union européenne s'est-elle toujours entendue « barrières levées » ou est-ce une vue de l'esprit ?

Il y a beaucoup de confusion là-dessus. D'abord, la confusion permanente entre frontières et barrières, entre frontières et murs : on voit ça dans les ONG, on voit ça aussi dans les grandes entreprises internationales qui veulent vendre les mêmes produits sans limites

ni frontières fiscales. Une frontière, c'est une institution qui relève du droit international. Il y a un traité. Et c'est un lieu où s'exercent des fonctions régaliennes de base - sécurité, douane éventuellement, contrôle des flux de toute façon - qu'on a eu, en effet, tendance à un peu négliger ou à minorer par la construction essentiellement économique du projet européen, par le discours de Delors sur le « marché unique » et « l'Europe sans frontières », etc. Et au moment où l'on fait face à des défis régaliens, essentiellement des défis de sécurité, on se rend compte qu'on n'a jamais pensé à ça.

Ce n'est pas à l'échelle de l'Union européenne que l'on peut traiter des questions régaliennes : c'est à l'échelle des Etats. C'est ce qui se passe actuellement dans le débat entre l'Allemagne et l'Autriche. On retrouve les Etats-nations, on retrouve la longue durée historique, on retrouve la nécessité, face à des défis régaliens, d'exercer des fonctions de souveraineté. L'« Europe souveraine » du président Emmanuel Macron, c'est un très bel idéal mais qui supposerait presque un transfert de l'exercice des fonctions régaliennes des Etats à une entité supérieure qui n'existe pas ; ou bien, en tout cas, l'exercice en commun...

Théoriquement, l'Europe, ou du moins l'espace Schengen, n'a plus de frontières intérieures. Mais a-t-elle bien des frontières extérieures ?

L'Union européenne n'a pas de frontières parce qu'elle n'est pas un Etat.

Elle a des limites. Sous l'influence des Etats-Unis, elle n'a pas voulu les fixer - parce que depuis toujours, le projet américain pour l'Europe, c'est « tout le continent sauf la Russie »... Les limites de l'Union sont faites des segments des frontières des Etats membres.

Il y a eu là un « impensé géopolitique », un refus de fixer des limites, de trouver des formules intermédiaires - c'était « l'adhésion ou rien ». D'où la question turque, la question ukrainienne, les Balkans, qui ne sont pas prêts, tout le monde le sait. Donc, il y a eu un refus de se poser des questions. D'où ce que j'appelle le « retour des frontières », c'est-à-dire le retour de ce qui a été refoulé. Et ce qui a été refoulé, c'est la nécessité de faire de la politique et non pas de l'économie, d'avoir une conception politique et géopolitique de la construction européenne, d'exercer les fonctions régaliennes là où elles s'exercent, de protéger son territoire... Ça, ce n'est pas des barrières, ce n'est pas des murs - il y a quelques exemples mais c'est tout à fait spécifique -, c'est quelque chose qui est une nécessité.

Comment expliquer cet « impensé » ? Parce qu'on a une vision essentiellement économique de la construction européenne : un grand marché avec le moins de barrières possible. Et ça a été efficace en termes de croissance... Par ailleurs, le projet européen est toujours décrit hors sol, hors contexte. Saint Schuman et saint Monnet. Mais ce n'est pas ça ! Le projet européen, c'est

Comment expliquer cet « impensé » ?

Parce qu'on a une vision essentiellement économique de la construction européenne : un grand marché avec le moins de barrières possible. Et ça a été efficace en termes de croissance...

Par ailleurs, le projet européen est toujours décrit hors sol, hors contexte. Saint Schuman et saint Monnet. Mais ce n'est pas ça ! Le projet européen, c'est

une réponse à des contextes géopolitiques successifs sur lesquels nous n'avons aucune prise. On n'a aucune prise sur Trump, sur Poutine, sur les Chinois, sur les migrants qui viennent du Sahel. Donc, on est amené, par étapes successives, à s'adapter. On est actuellement dans cette phase d'adaptation à un environnement complexe.

Une frontière sépare un « dehors » d'un « dedans ». Mais quel est ce « dedans » européen, ces valeurs que l'on veut protéger du « dehors » ?

Oui, enfin, le projet de construction européenne depuis 1957 n'a jamais eu comme objet de s'étendre à l'ensemble du monde et d'accueillir tout le monde... D'autant moins qu'il est né dans un contexte de division du continent et de Guerre froide : là, il n'y avait pas de problème de limites, on savait très bien où commençait la RDA, la Tchécoslovaquie et Berlin-Est. C'est après 1989 qu'on a commencé à étendre. Simple-ment, la construction européenne, elle s'est pensée pour soi-même, elle était sa propre finalité. Aujourd'hui, on est bien obligé de tenir compte du contexte. Le contexte, c'est ce qui nous échappe. Ce qui se passe dehors, qui nous échappe, devient un facteur central, mais extérieur au projet européen. C'est ça le défi aujourd'hui. On n'est plus dans l'entre-soi, parce que vous avez des phénomènes de mondialisation qui font que, de plus en plus, on sait que « c'est mieux ailleurs » et qu'on veut aller voir - pas forcément pour s'y installer mais pour y faire des études, y gagner un peu d'argent... C'est pour cela qu'à mon estime, les migrations sont irrépressibles.

Donc, je ne répondrai pas sur les valeurs parce que je pense que ce n'est pas le bon critère. On a un défi externe. Ma thèse, c'est que la construction, il faut qu'on la pense aussi, et encore plus

qu'avant, en fonction du contexte régional et mondial. Avant, c'était les Américains qui pensaient pour nous ; aujourd'hui, on est obligé d'assumer ça. Donc, ça ajoute une dimension à la construction européenne. Il ne s'agit pas de refonder mais de s'adapter à un nouvel

environnement qui nous échappe de plus en plus, sauf au plan commercial, où on est extrêmement fort. Mais pour le reste, on n'est pas prêt, parce que ce sont des défis régaliens et géopolitiques et que l'Union n'est pas faite pour ça : l'Union, c'est un marché.

Comment, dans ces conditions, sortir de la crise actuelle ?

Il faut dépolitiser la question et passer à ce que j'appelle une question de « mobilité ». Il faut passer d'une logique où on arrête, on enferme, on parque, à une logique où on organise. Il faut construire, sur le modèle Erasmus, un grand modèle de mobilité interne et externe, contractuel, financé par l'Union européenne, géré par les Etats et les col-

lectivités, avec possibilité de venir se former, et puis on rentre chez soi et on se met au service de son pays de départ. La condition pour que ça marche, c'est que ce soit politiquement acceptable, mais ça ne coûtera pas plus cher que 40 milliards pour les gardes-frontières. Et pour cela, il faut qu'on ait la même ambition sociale pour les Européens des Vingt-Sept sinon les gens diront : « Vous en faites plus pour eux que pour nous »... J'ai fait une note précise là-dessus à la Fondation Jean-Jaurès. ⁽¹⁾

On est très loin de cette idée. Même Angela Merkel va devoir clore sa politique d'accueil généreuse initiée en 2015 ; on parle désormais de « centres de transit » à la frontière avec l'Autriche...

Dans un livre précédent, qui s'appelait

L'obsession des frontières (Perrin, 2007), je montrais que la frontière est une scène où le pouvoir central est obligé de gesticuler. Or, même aux Etats-Unis, les représentants et les sénateurs républicains des circonscriptions frontalières ne sont pas du tout sur la ligne de Washington. Pourquoi ? Parce que la frontière est une ressource : emplois, opportunités, différences de prix... L'idée est donc d'organiser tout ça, d'en prendre la maîtrise.

Par rapport à l'Allemagne, c'est au moment où la pression migratoire est la plus faible depuis quatre ans que ces questions émergent au plan politique... C'est lié à la panique qui s'empare de la CSU en Bavière, en prévision des élections du 14. Mais c'est vrai que le point de départ, c'est quand même le coup de gueule du nouveau gouvernement italien. Je ne partage évidemment pas sa philosophie mais je pense qu'ils ont eu raison de le faire parce que tout le monde les a laissés tomber. ■

Propos recueillis par
WILLIAM BOURTON

(1) <https://jean-jaures.org/nos-productions/migrations-et-developpement-comment-construire-une-politique-pour-une-mobilite>

Il ne s'agit pas de refonder mais de s'adapter à un environnement qui nous échappe de plus en plus